

[Text]

according to the Petroleum Monitoring Agency, over 65% of the oil and gas profits earned in Canada each year leave the country. Foreign-controlled companies sucked over \$7 billion in dividends alone out of the country in the 1980s. Only Canadian-controlled companies drew capital into Canada.

• 1030

Transactions concerning our non-renewable energy resources will now be made entirely between transnational corporate sellers and transnational corporate buyers. For all the good these resources will do Canadians, they might as well be located on the other side of the world.

This act represents the final completion of a process to end Canadian control over our energy supplies. It is totally consistent with the intent of NAFTA, but its prior passage will ensure that even if NAFTA is defeated in the U.S. or Canada, its goals of control over Canada's energy industries will be fulfilled. The Council of Canadians strongly opposes Bill C-89.

Mr. Butland: Mr. Clarke, I agree, and I guess it's not so much a question, but taking Bill C-89 in isolation out of context, out of the whole legislative agenda, is difficult. Are you, as Ms Barlow has suggested, totally opposed to this bill? Do you think it should be amended to make it better? How do you remove it from the context as to what's happening? That's a difficulty I've had.

Mr. Clarke: The concerns we have are that while one thing is happening through omnibus pieces of legislation, such as the NAFTA, building on the FTA, which are stripping governments of their capacities to regulate in any way investment, on the other hand we are faced with the problem of having specific kinds of measures put in place to increase the capacity of Investment Canada to promote investment. It is a recipe for the sell-out of the country. That's the problem. It's when these two things converge this way. It's not that promoting investment isn't an important thing; it's that promoting investment without being able to regulate what the performance standards of that investment should be in this country is really a recipe for the sell-out of the country.

The fundamental concern we've had, and this is one of the big problems, is even if you weren't to bring into being something like the NAFTA, through this kind of legislation and other ones, too, such as Bill C-106 and others, we're changing our legislation to do the job, to make it compatible with that larger agenda. The problem is that agenda is not being set by internal national priorities for what would constitute national development.

We are not setting our economic and regional development goals and putting them up there and saying, this is what we want, and this is what we're about, and this is what we're about in terms of international agreements, and working out our

[Translation]

Canadiens et ne contribue pas à la bonne intendance de notre environnement. Au point où en sont les choses, selon l'Agence de surveillance du secteur pétrolier, plus de 65 p. 100 des recettes pétrolières et gazières gagnées au Canada chaque année sortent du pays. Dans les années quatre-vingt, des entreprises étrangères ont évacué du pays plus de 7 milliards de dollars de dividendes. Seules des entreprises sous contrôle canadien ont attiré des capitaux au Canada.

Maintenant, les marchés concernant nos ressources énergétiques non renouvelables seront exclusivement conclus entre des entreprises transnationales. Pour ce que ces ressources serviront aux Canadiens, elles pourraient tout aussi bien se trouver à l'autre bout du monde.

Cette loi est la touche finale à un processus d'abolition du contrôle canadien sur nos approvisionnements énergétiques. Elle est tout à fait conforme à l'esprit de l'ALÉNA, mais en l'adoptant par avance, on s'assurera que même si l'ALÉNA est rejeté aux États-Unis ou au Canada, on en réalisera l'objectif de contrôle sur les industries énergétiques canadiennes. Le Conseil des Canadiens s'oppose fermement au projet de loi C-89.

M. Butland: Monsieur Clarke, je suis d'accord, et il ne s'agit pas vraiment ici d'une question, mais il est difficile d'isoler le projet de loi C-89 de la conjoncture, de le considérer sans égard du programme législatif. Êtes-vous, comme l'a laissé entendre M^{me} Barlow, tout à fait opposé à ce projet de loi? Pensez-vous qu'il faudrait l'amender pour l'améliorer? Comment l'examiner en dehors du contexte dans lequel il a été présenté? C'est ce que je me demande.

M. Clarke: Ce qui nous préoccupe c'est que tandis que, d'une part, au moyen de lois cadres, comme l'ALÉNA, qui s'appuient sur l'Accord de libre-échange, on dépouille les gouvernements de leur capacité de réglementer de quelque manière que ce soit l'investissement, et d'autre part, on propose des mesures spécifiques qui visent à accroître la capacité d'Investissement Canada de promouvoir l'investissement. On met ainsi tout en place pour vendre littéralement le pays. C'est là le problème. C'est parce que deux éléments sont combinés de cette manière. Ce n'est pas parce qu'il n'est pas important de promouvoir l'investissement, mais promouvoir l'investissement sans pouvoir décider quelles devraient être les prescriptions de résultats de cet investissement dans notre pays, c'est tout mettre en place pour liquider le pays.

La grande question qui nous préoccupe, et c'est là l'un des gros problèmes qui se posent, c'est que même si on ne s'appropriait pas à adopter une mesure comme l'ALÉNA, par cette mesure législative et d'autres, comme le projet de loi C-106 et d'autres, nous changeons notre législation pour y arriver, pour la rendre compatible avec ce grand plan. Le problème, c'est que ce plan n'est pas établi en fonction de nos priorités nationales pour assurer notre développement national.

Nous ne sommes pas en train de fixer nos objectifs de développement économique et régional mais de les afficher en disant: «Voici ce que nous voulons, voici ce que nous recherchons, et c'est ce que nous négocions dans des accords